

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article I-39**

**Déposée par Monsieur de Villepin**

**Qualité : - Membre**

---

#### **Article I-39: Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune**

1. L'Union européenne conduit une politique étrangère et de sécurité commune, fondée sur un développement de la solidarité politique mutuelle des États membres, sur l'identification des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des États membres.
2. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique dans le cadre des lignes stratégiques établies par le Conseil européen et selon les modalités de la Partie III de la Constitution.
3. Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions nécessaires.
4. Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le ministre des Affaires étrangères de l'Union et par les États membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.
5. Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourraient affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.
6. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.

7. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent des décisions à l'unanimité, sauf dans les cas prévus dans la Partie III de la Constitution. Ils se prononcent sur proposition d'un État membre, ou du ministre des Affaires étrangères de l'Union, ~~ou du ministre avec le soutien de la Commission~~. Les lois et lois-cadres sont exclues.
8. Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés dans la Partie III de la Constitution.

---

**Explication éventuelle :**

Les autorités françaises souhaitent rappeler qu'étant données les implications institutionnelles de la création d'un Ministre européen des affaires étrangères, l'idée d'une proposition conjointe du Ministre des affaires étrangères et de la Commission n'est pas pertinente ( le Ministre étant membre de la Commission).